

Macron lance la mobilisation contre le "scandale de la pauvreté"

Paris, 13 sept. 2018 (AFP) -

Emmanuel Macron a appelé jeudi "toutes les forces de la Nation" à se mobiliser pour éradiquer la grande pauvreté "en une génération", en présentant un plan qui ambitionne de "refonder l'Etat providence".

"Nous nous sommes trop souvent habitués" au "scandale de la pauvreté", a déclaré le chef de l'Etat devant quelque 400 personnes au musée de l'Homme à Paris. Il faut donc "lancer un combat neuf, indispensable, vital pour notre pays, celui de décider résolument de ne plus oublier personne".

Pour cela, il a multiplié les annonces dans un discours d'1h20, dont l'une des plus fortes est la création d'un revenu universel d'activité, qui "fusionne le plus grand nombre possible de prestations". Il a également souhaité la mise en place d'un "service public de l'insertion" et annoncé une série d'aides destinées aux enfants et aux jeunes comme les repas à 1 euro dans les cantines.

Le coût de ces mesures a été évalué à huit milliards d'euros sur quatre ans, jusqu'à la fin du quinquennat, qui "sont entièrement financées" selon l'Elysée.

"Ce n'est pas un plan charité car il ne s'agit pas de permettre de vivre un tout petit peu mieux dans la pauvreté, il s'agit de sortir de la pauvreté", a insisté le président.

Mais l'opposition a dénoncé l'insuffisance des moyens et le flou sur la mise en oeuvre du plan. "A la politique des métaphores (...) nous préférons une politique d'action et de résultats", a réagi Laurence Sailliet (LR) tandis que Rachid Temal (PS) dénonçait "beaucoup de bonnes intentions et un catalogue à la Prévert", qui ne "compense pas les cadeaux faits aux plus riches", selon Julien Bayou (EELV).

En présentant lui-même la "stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté", Emmanuel Macron a cherché à briser l'image de "président des riches" qui a contribué à sa forte baisse dans les sondages.

Il a aussi donné des gages à l'aile gauche de sa majorité, qui appelait à un tournant social de la politique gouvernementale jugée trop libérale par certains élus.

Mais lui-même a rejeté toute idée de "tournant social", réaffirmant la cohérence de la politique menée depuis le début du quinquennat.

Il a d'ailleurs repris l'une de ses formules les plus polémiques, celle sur les "premiers de cordée", qu'il avait utilisée à l'automne 2017. "Personne n'est premier de cordée si le reste de la société ne suit pas", a-t-il souligné, en appelant "les premiers de cordée à ne pas oublier les derniers de cordée".

La France comptait en 2016 quelque 8,8 millions de personnes pauvres, soit 14% de la population, selon l'Insee. Ce taux monte à 19,8% pour les moins de 18 ans.

Sont considérés comme pauvres celles et ceux qui perçoivent moins de 1.026 euros par mois (pour une personne seule), c'est-à-dire moins de 60% du revenu médian de la population.

- Repas à un euro -

Le plan s'appuie sur deux "piliers", la prévention de la précarité, notamment chez les plus jeunes, et l'aide à la réinsertion vers l'emploi.

Sur le premier volet, il prévoit notamment d'ouvrir davantage les crèches aux enfants de quartiers prioritaires ou défavorisés - via des bonus financiers aux collectivités -, de créer un fonds pour financer des petits-déjeuners dans les écoles prioritaires.

"L'accès à la cantine sera rendu plus universel en développant les repas à un euro", a précisé Emmanuel Macron.

Pour les jeunes, l'obligation de formation passera de 16 à 18 ans. Des moyens supplémentaires seront attribués aux missions locales pour qu'elles repèrent les décrocheurs du système scolaire et leur proposent des formations.

En outre, le dispositif "garantie jeune", pour les 16-25 ans les plus éloignés de l'emploi, sera étendu à "500.000 jeunes avant la fin du quinquennat", contre 100.000 actuellement.

L'Etat veut par ailleurs trouver des solutions avec les départements pour prolonger le suivi des enfants de l'Aide sociale à l'enfance jusqu'à 21 ans.

En matière de santé, la CMU (couverture maladie universelle) sera étendue à plusieurs millions de personnes pour qu'elles bénéficient d'une complémentaire santé.

Concernant le "deuxième pilier", le président a annoncé "une loi en 2020" pour créer "un revenu universel d'activité" dont "l'État sera entièrement responsable", précisant que ce revenu serait soumis à "des droits et des devoirs supplémentaires". En contrepartie d'un "droit à être aidé et accompagné (...), nous veillerons à ce que les devoirs soient respectés" par les bénéficiaires.

Emmanuel Macron, qui s'était emporté en juin contre +le pognon de dingue+ que représentent les aides sociales, a en outre appelé à "repenser les minima sociaux", un véritable "maquis" selon lui. Cela impliquera que l'Etat s'engage aux côtés des "départements, des métropoles" pour mieux accompagner les personnes les plus éloignées de l'emploi, notamment bénéficiaires du RSA.

jri-ab-jlo-cel/jk/nm

Afp le 13 sept. 18 à 13 57.